CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés :

L'Association pour la Formation des Apprentis aux Métiers de la Banque et de la Finance de la Région Ile-de-France (AFAMBFRIF),

Association régie par la loi du 1er juillet 1901,
déclarée auprès de la Préfecture de police de Paris le 01/02/1995,
numéro SIRET 441 933 173 00011,
dont le siège social est situé au 43/45, avenue de Clichy – 75017 PARIS,
représentée par Monsieur Bruno SBALCHIERO en sa qualité de Président, dûment habilité
aux fins des présentes,

ci-après dénommé le « CFA »

D'une part,

Et

L'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense,

Établissement public administratif à caractère scientifique, culturel et professionnel
Composante : UFR SEGMI, dirigée par Monsieur Yann DEMICHEL
N° SIRET : 199 212 044 00010 code APE 8542 Z
Sise 200, avenue de la République – 92001 NANTERRE
représentée par Monsieur Jean-François BALAUDÉ en sa qualité de Président, dûment
habilité aux fins des présentes.

ci-après dénommée l' «UNIVERSITE »,

D'autre part,

Ensemble ci-après dénommés individuellement « la Partie » et collectivement les « Parties »,

Vu les dispositions des articles L.6231-2 à L.6231-4 du Code du travail aux termes desquelles un CFA peut conclure avec un établissement d'enseignement public une convention aux termes de laquelle celui-ci assure tout ou partie des enseignements normalement dispensés par le centre de formation d'apprentis et met à disposition des équipements pédagogiques ou d'hébergement, ledit CFA conservant la responsabilité administrative et pédagogique des enseignements ainsi dispensés ;

Vu les dispositions de l'arrêté du Ministère de l'Education Nationale en date du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, modifié par l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master, au terme desquelles le diplôme de master peut notamment être délivré par les Universités habilitées à cet effet, l'organisation de leur offre de formation étant préalablement soumise à l'habilitation nationale ;

Paraphe des signataires

--	--

Vu l'arrêté d'habilitation du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, portant création du Master 2 Banque, Finance, Assurance – Spécialité : Banque Monnaie Marchés (N° d'habilitation : 2009 03 44) ;

Vu les décisions du Conseil Régional d'Ile de France, en date 5 janvier 2015 autorisant l'ouverture au sein du CFA des sessions d'apprentissage suivantes :

Master 2 – Banque Monnaie Marchés
Parcours : Conseiller Clientèle de professionnels

Vu les avis favorables du Conseil de Perfectionnement du CFA en date du 3 avril 2009 relativement à l'ouverture de ces sessions ;

Vu les avis favorables du Conseil de l'Administration du CFA en date du 3 avril 2009 relativement à l'ouverture de ces sessions ;

Vu la convention portant création du CFA conclue entre l'AFAMBFRIF et le Conseil Régional en date du 5 janvier 2015 ;

Préambule :

La vocation première du CFA est d'accompagner, avec son partenaire pédagogique - le Centre de Formation de la Profession Bancaire (ci-après désigné le CFPB) l'ensemble des entreprises bancaires dans la formation de jeunes à potentiel, motivés par les métiers commerciaux du secteur bancaire et par une carrière évolutive, ce qui constitue aujourd'hui pour les entreprises bancaires un enjeu majeur.

Ainsi, le recrutement, via les contrats de formation en alternance, est une voie qui satisfait depuis plusieurs années banques et jeunes. En effet, l'alternance d'une activité professionnelle, au sein d'une entreprise bancaire, et d'une formation professionnelle dispensée par l'organisme de formation de la profession bancaire, permet d'intégrer le plus efficacement possible les jeunes (de niveau Bac à Bac +5) dans la banque.

Pour sa part, l'Université a notamment pour missions de dispenser des formations dans le cadre de la Formation initiale et continue conduisant à l'obtention de diplômes nationaux et de favoriser conformément aux dispositions de l'article L. 123-3 du Code de l'éducation telles que modifiées par la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche (1), l'orientation, la promotion sociale et l'insertion professionnelle.

Le CFPB a par ailleurs développé des certificats professionnels sur la base de référentiels de compétences reconnus par la profession bancaire et dont les blocs de compétences correspondants permettent de professionnaliser les cursus universitaires préparant à l'obtention des masters.

Dans ce contexte, les Parties ont donc décidé de se rapprocher afin d'envisager la mise en place d'une formation préparant ses candidats à l'obtention d'un diplôme d'Etat délivré par l'Université d'une part et d'un certificat professionnel délivré par le CFPB par l'intermédiaire du CFA d'autre part.

Il a été arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Alternant : désigne tout candidat inscrit à la présente formation selon les modalités prévues à l'article 4 ci-après, et recruté sous contrat d'apprentissage ou de professionnalisation par l'une des Entreprises Partenaires ci-après définies ;

Convention : désigne l'accord entre les Parties qui est intégralement et exclusivement représenté par le présent document et ses éventuels avenants qui en font partie intégrante.

Entreprises Partenaires : désigne les établissements bancaires et/ou financiers partenaires de la formation qui embauchent un ou plusieurs Alternants.

ARTICLE 2 – OBJET

Dans le respect de leurs attributions et compétences respectives et conformément aux différents textes visés au préambule des présentes, les Parties ont décidé de coopérer dans le domaine de la formation professionnelle diplômante au profit du secteur bancaire, par la mise en place d'un dispositif de formation par la voie de l'alternance, visant à la délivrance du:

- diplôme national du MASTER 2 Droit, Économie, Gestion - Mention Monnaie, Banque, Finance, Assurance – Parcours Banque, Monnaie et Marchés – Conseiller Clientèle Professionnels (ci-après désigné le « **Master** ») par l'UNIVERSITE,
- certificat professionnel de Conseiller de clientèle de Professionnels (ci-après désigné le « **CDPC CPro** ») par le CFPB par l'intermédiaire du CFA

ci-après désigné la « **Formation** ».

Le présent partenariat précise les engagements respectifs de chacune des Parties et les modalités de réalisation de la Formation.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DE LA FORMATION

3.1 Organisation pédagogique

La Formation comprend :

- des enseignements à caractère général et des enseignements à caractère professionnel respectivement dispensés par l'UNIVERSITE ainsi que par le CFA et le CFPB ;
- la réalisation d'un mémoire par chaque Alternant, dont le thème est défini par l'équipe pédagogique de la Formation, sur proposition de l'Entreprise Partenaire. Ce projet repose sur une problématique intéressant directement l'Entreprise Partenaire et fait l'objet d'une soutenance devant un jury mixte composé d'au moins un représentant de l'Entreprise Partenaire d'accueil, un représentant de l'UNIVERSITE et un représentant du CFA. L'Alternant est suivi tout au long de sa réalisation par un tuteur professionnel désigné par l'Entreprise Partenaire et par un tuteur universitaire.

3.2 Public bénéficiaire

La Formation est réalisée au profit d'un ou plusieurs groupes d'Alternants inscrits selon les modalités prévues à l'article 4 ci-après, qui auront été préalablement recrutés sous contrat d'apprentissage ou de professionnalisation par des établissements bancaires et/ou financiers.

3.3 Sanction de la Formation

La Formation vise à la délivrance du diplôme national et du certificat professionnel tels que décrits à l'article 2 de la présente convention. Il est expressément convenu entre les parties que le certificat professionnel **CDPC CPro** délivré(s) par le CFPB par l'intermédiaire du CFA est indépendant du diplôme national du Master délivré par l'UNIVERSITE. En conséquence, l'obtention du Master n'emporte pas de plein droit l'obtention du certificat et inversement ; de même que la non obtention du Master ne préjuge pas de la non obtention du certificat et inversement.

ARTICLE 4 - MODALITES D'ADMISSION DES CANDIDATS

L'UNIVERSITE organise la sélection des candidats en partenariat avec le CFA et les Entreprises Partenaires.

En deuxième année de Master (ci-après désignée « **M2** »), les candidats sont admis à suivre les enseignements de l'une des / de la spécialité(s) sur décision du jury de recrutement du M2 formé paritairement d'universitaires et de professionnels du secteur bancaire et financier, dans lequel siège nécessairement le Directeur du CFA ou son représentant.

Les candidats admis s'inscrivent à l'UNIVERSITE dans la spécialité considérée et postulent auprès des entreprises partenaires du CFA en vue de leur recrutement.

Leur admission à suivre la Formation au CFA dans le cadre de contrats de formation en alternance relève de la responsabilité du Directeur de celui-ci.

Les dossiers de VAE seront traités par l'UNIVERSITE. La recevabilité de la demande sera prononcée conjointement par le CFA et l'UNIVERSITE. Le CFA pourra être sollicité pour identifier des professionnels dans le cadre de la constitution des jurys.

Il est précisé que seul le diplôme national du Master peut être délivré par l'UNIVERSITE à l'issue d'un parcours de VAE. En aucun cas un tel parcours ne donnera lieu à la délivrance d'un certificat professionnel du CFPB par l'intermédiaire du CFA.

ARTICLE 5 - ROLE DE L'UNIVERSITE

L'UNIVERSITE est responsable du programme de la Formation - tel que défini dans la maquette pédagogique visée à l'annexe 1 - ainsi que de l'organisation du contrôle des connaissances et de la délivrance du Master, conformément à la réglementation en vigueur.

L'UNIVERSITE assure les enseignements selon la répartition définie à l'annexe 1.

Le Responsable Universitaire du Master 2 propose au Président de l'UNIVERSITE la liste des enseignants intervenant dans la Formation.

En outre, l'UNIVERSITE autorise les Alternants à accéder aux salles de travail et bibliothèque afin de leur permettre d'effectuer leurs travaux d'études et de recherche.

Il est en outre expressément convenu entre les Parties que l'UNIVERSITE, le cas échéant se conformera, aux obligations réglementaires applicables, de telle sorte que les Fondamentaux de Banque répondent à la définition réglementaire de l'action de formation.

ARTICLE 6 - ROLE DU CFA

Le CFA assure la responsabilité administrative et pédagogique des enseignements dispensés dans le cadre des présentes.

Le CFA se charge d'organiser les examens permettant de sanctionner les enseignements à caractère professionnel et de communiquer les résultats correspondants à l'UNIVERSITE.

Le Directeur du CFA propose au responsable universitaire de la Formation la liste des enseignants professionnels intervenant dans la Formation.

Il donne en outre son accord sur l'organisation globale de la Formation organisée en alternance et la planification générale des enseignements.

Le directeur du CFA est responsable du suivi des Alternants.

Le CFA assure la coordination des équipes pédagogiques, le suivi des Alternants en entreprise, les liaisons avec les tuteurs et maîtres d'apprentissage, aux fins de coordonner le développement des compétences ainsi que l'intégration des Alternants.

Par ailleurs le CFPB délivre, par l'intermédiaire du CFA, le certificat professionnel CDPC CCPro tel que mentionné aux articles 2 et 3.3 des présentes conformément à des règles d'organisation des épreuves et notamment des jurys de délivrance définies par le CFPB.

ARTICLE 7 - RESPECT DU CALENDRIER

Les Parties attachent une importance particulière au respect du calendrier de la Formation. En conséquence, l'UNIVERSITE fera le nécessaire pour que les enseignements généraux dont elle a la charge soient assurés aux dates et heures convenues entre les Parties.

En cas d'impossibilité pour l'UNIVERSITE d'assurer un ou plusieurs cours aux dates et heures prévues, notamment en cas d'indisponibilité de salles et/ou d'intervenant(s), elle en avisera sans délai le CFA en lui précisant les mesures de substitution engagées ou envisagées.

L'UNIVERSITE s'engage à faire le nécessaire pour que ces mesures soient mises en place dans les meilleurs délais en veillant à maintenir le rythme de l'alternance et la qualité de la Formation. Dans tous les cas, ces mesures ne donneront lieu à aucun surcoût financier pour le CFA, quand bien même elles auraient nécessité un investissement financier plus important pour l'UNIVERSITE.

ARTICLE 8 - DOCUMENTATION PEDAGOGIQUE

L'UNIVERSITE se charge de remettre aux Alternants la documentation pédagogique relative aux enseignements qu'elle dispense.

ARTICLE 9 - ORGANISATION DES EXAMENS ET DELIVRANCE DU DIPLOME UNIVERSITAIRE

9.1 Organisation des examens

L'UNIVERSITE se charge de l'organisation des examens écrits et/ou oraux afférents aux enseignements à caractère général dont elle a la charge, conformément à la maquette pédagogique figurant en annexe 1.

L'UNIVERSITE se charge dans ce cadre d'assurer la surveillance des examens afférents aux enseignements qu'elle dispense et de procéder à leur correction.

L'UNIVERSITE se voit communiquer par le CFA les résultats des examens sanctionnant la Formation au titre des enseignements à caractère professionnel, aux fins de procéder à la délivrance du diplôme du Master.

A cet égard, l'UNIVERSITE se charge d'organiser la tenue des jurys de délivrance du diplôme susvisé.

9.2 Délivrance du diplôme du Master

Les Alternants ayant satisfait aux conditions de majorité requises pour les épreuves organisées par chacune des Parties au titre des enseignements dont elles ont respectivement la charge, obtiennent au terme de la Formation et après publication des résultats par l'UNIVERSITE, le diplôme national tel que visé aux articles 2 et 3.3 des présentes.

ARTICLE 10 - SUIVI ADMINISTRATIF

L'UNIVERSITE se charge d'assurer l'ensemble des tâches administratives nécessaires à la gestion de chaque Alternant - en leur qualité d'étudiant inscrit à l'UNIVERSITE - ainsi qu'au bon déroulement matériel de la Formation (procédure d'admission à l'UNIVERSITE, organisation des examens, prestations de coordination avec le CFA, contrôle des présences, etc).

Les feuilles de présence signées par les Alternants pour chaque demi-journée de cours sont transmises régulièrement au CFA par l'UNIVERSITE.

ARTICLE 11 - DISPOSITIONS FINANCIERES

11-1. Facturation et recouvrement des frais de formation auprès des Entreprises

Le CFA se charge de procéder aux appels de taxe d'apprentissage auprès des Entreprises en contrepartie de la Formation réalisée au titre des contrats d'apprentissage et de percevoir les versements correspondants par l'intermédiaire des OCTA.

Pour le cas où les Alternants sont inscrits à la Formation dans le cadre de contrats de professionnalisation, le CFA se charge de conclure des conventions de formation avec les Entreprises en application des dispositions du Chapitre V, Titre II, Livre III de la Partie VI du Code du travail. Dans ce cas, le CFA se charge de procéder, à la facturation et au recouvrement des sommes dues par les Entreprises en contrepartie de la Formation réalisée au titre des contrats de professionnalisation.

11.2 - Facturation des prestations assurées par l'UNIVERSITE

a) Prix

Les prestations de formation assurées par l'UNIVERSITE en application des articles 7, 8 et 9 précités sont facturées au CFA sur la base des tarifs définis en annexe 2.

L'ensemble des autres prestations assurées par l'UNIVERSITE en application des présentes qui ne seraient pas visées en annexe 2 ne donne pas lieu à facturation supplémentaire.

Il est convenu entre les Parties que les frais d'inscription universitaires sont pris en charge par le CFA, pour les Alternants, dans la seule limite du montant déterminé par l'Arrêté du 7 juillet 2015 fixant les taux de droits de scolarité d'établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, pour l'année universitaire 2015-2016. Si ces frais (quels que soient les postes qui les composent) sont supérieurs au montant susmentionné, la différence reste à la charge de l'UNIVERSITE.

b) Modalités de paiement

L'UNIVERSITE adresse à la fin de chaque semestre universitaire une facture au CFA, qui est accompagnée de la liste nominative des Alternants inscrits et du détail des enseignements réalisés au cours du semestre concerné.

Le règlement des factures sera effectué au nom de Monsieur l'Agent Comptable de l'Université Paris Ouest, par virement bancaire sur le compte ouvert à la Trésorerie générale des Hauts de Seine, 167, avenue Joliot-Curie, 92001 Nanterre Cedex.

RGFIN PARIS NANTERRE

compte n° 00001000004 Clé RIB 81

code banque n° 10071

code guichet n° 92000

IBAN FR76 1007 1920 0000 0010 0000 481

BIC TRPUFRP1

ARTICLE 12 - LIEU DE DEROULEMENT DE LA FORMATION

La Formation se déroule dans les locaux :

- du CFA situés au 43/45, avenue de Clichy – 75017 Paris
- de l'UNIVERSITE situés au 200, avenue de la république – 92000 Nanterre

Durant leur présence au CFA, les Alternants sont soumis au règlement intérieur du CFA et le CFA demeure civilement responsable au sens de l'article 1242 du Code civil à l'égard des Alternants.

Durant leur présence à l'UNIVERSITE, les Alternants sont soumis à son règlement intérieur, dont ils ont reçu un exemplaire remis par l'UNIVERSITE durant leur temps de présence dans ses locaux. La responsabilité civile de l'Université peut être engagée en cas de faute imputable à l'Université à l'égard des élèves et étudiants concernés. L'Université couvre la responsabilité civile des élèves et étudiants concernés pour les dommages non intentionnels causés à des tiers pendant la durée ou à l'occasion de l'atelier à l'Université.

ARTICLE 13 – RECRUTEMENT ET GESTION DES INTERVENANTS

Chacune des Parties procède à la rémunération des intervenants qu'elle a recrutés ainsi qu'au paiement de l'ensemble des charges sociales et fiscales y afférent.

ARTICLE 14- ACTIONS DE COMMUNICATION

Le présent partenariat traduisant la volonté des Parties de collaborer à la qualité pédagogique et à la professionnalisation du cursus, les actions de communication s'attacheront à le mettre en avant systématiquement, au minimum :

- par la présence conjointe des logos de l'UNIVERSITE, du CFA et du CFPB ;
- par la mention de l'existence du diplôme national et du certificat professionnel, auxquels prépare la formation objet du présent partenariat.

Chacune des Parties s'engage à informer son partenaire de toute action de communication relative à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 15 - CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT DE LA FORMATION

Le Conseil de perfectionnement de la Formation est composé conformément aux stipulations des articles 5 et 6 de la charte des conseils de perfectionnement, adoptée par la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) de l'Université le 12 octobre 2015, et annexée à la présente convention (annexe 3). Ainsi, les membres du Conseil de perfectionnement sont désignés d'un commun accord par l'équipe pédagogique du diplôme, conformément à l'article 5 de la charte précitée. Le président du Conseil de perfectionnement est proposé par les membres du Conseil en son sein et élu à la majorité des membres du Conseil. Il ne peut s'agir de l'enseignant responsable de la formation. La composition du Conseil de perfectionnement est officialisée par un vote du Conseil de composante concernée, puis par un vote de la CFVU de l'Université.

.

Ce comité consultatif a principalement pour vocation :

- d'apprécier l'application des dispositions de la Convention afin d'envisager d'éventuels ajustements ;
- d'évaluer le fonctionnement et la qualité de la Formation ;
- de proposer une adaptation des contenus pédagogiques en fonction notamment des évolutions afférentes au métier bancaire auquel prépare la Formation

Il se réunira au moins une (1) fois par an, sur convocation de son président, ou sur la demande d'au moins un tiers de ses membres, ou encore sur interpellation du Conseil de la composante concernée ou de la Direction de l'Université.

ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITE - PROPRIETE INTELLECTUELLE

16.1- Confidentialité

Chaque Partie considère comme strictement confidentiel tout support, idée ou concept pédagogique provenant de l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des présentes.

En particulier, chacune des Parties s'engage à observer la plus grande discrétion quant aux techniques, méthodes et procédés pédagogiques dont elle aurait été amenée à partager la connaissance du fait de l'exécution de la Formation.

16.2- Propriété de la documentation pédagogique

La documentation pédagogique conçue par le CFPB qui est diffusée en application des présentes est constituée par :

- les fascicules traitant des savoirs à acquérir par les Alternants dans les matières du domaine professionnel ;
- les guides d'animation au profit des animateurs recrutés par le CFPB, ainsi que des cas d'application, des exercices de synthèses ou des simulations ;
- les contrôles de connaissances (tests, QCM, QRM, cas de synthèse, etc.),
- les contenus de la Banque de Ressources Pédagogiques (« Fondamentaux de la banque ») du CFPB.

Cet ensemble de documentation mis à la disposition des Alternants et des animateurs du CFPB constitue une œuvre de l'esprit protégée par les dispositions du Code de la Propriété intellectuelle dont le CFPB est seul titulaire des droits d'auteurs.

Dans ces conditions, l'UNIVERSITE s'interdit formellement :

- de reproduire, copier, diffuser, communiquer et/ou représenter tout ou partie de la documentation pédagogique du CFPB,
- de modifier et d'altérer toute marque et/ou inscription figurant sur tout ou partie de la documentation appartenant au CFPB,
- d'en faire usage en dehors de la présente convention,
- de porter à la connaissance de tiers, même partiellement, de quelque façon que ce soit, tout document ou support mis à sa disposition en application des présentes.

Chacune des Parties s'engage à ce que ses animateurs, constituant l'équipe pédagogique, n'utilisent cette documentation que dans le cadre exclusif de la Formation.

Aucune publication pédagogique ou communication auprès de tiers de la documentation appartenant au CFPB ne pourra être effectuée sans l'autorisation préalable et expresse du CFPB.

ARTICLE 17 – ANNEXES

Les annexes font partie intégrante de la convention et ont valeur contractuelle.

ARTICLE 18 – MODIFICATION

Toute modification à la présente convention, intervenant à l'initiative de l'une ou l'autre partie, devra faire l'objet d'un avenant dûment conclu entre ces dernières, dans les mêmes formes que la présente convention.

ARTICLE 19 - DUREE ET PRISE D'EFFET

La Convention prend effet, au besoin rétroactivement, à la date du : **01/09/2015**.

Elle est conclue pour toute la durée de la Formation répartie sur l'année universitaire 2015 - 2016.

ARTICLE 20 - CAS DE RESILIATION ANTICIPEE

La présente convention peut être résiliée de plein droit par lettre recommandée avec avis de réception à l'initiative de l'un ou de l'autre des partenaires sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois.

Dans le cas où l'une des Parties (la Partie défaillante) ne respecterait pas les obligations mises à sa charge par la présente convention, son cocontractant aura la faculté de lui adresser une lettre recommandée avec demande d'avis de réception le mettant en demeure de les respecter.

A défaut pour la Partie défaillante d'apporter une solution à son manquement dans un délai de quinze (15) jours calendaires de la réception de cette lettre recommandée, son cocontractant pourra résilier la présente convention de plein droit par l'envoi d'une seconde lettre recommandée avec demande d'avis de réception et ce, sans préjudice des éventuels dommages et intérêts auxquels il pourrait prétendre.

En outre, les Parties conviennent expressément que le non-respect réitéré des obligations de l'article 7 des présentes pourra donner lieu à une résiliation anticipée de la Convention par le CFA sans mise en demeure préalable de l'UNIVERSITE et sans préjudice des éventuels dommages-intérêts auxquels il pourrait prétendre.

Toutefois, la mise en œuvre de cette clause ne saurait empêcher les alternants de terminer l'année universitaire commencée. Si un différend conduit à une rupture, cette rupture ne peut être effective qu'au terme des formations en cours et ne peut affecter celles-ci afin de préserver les intérêts des alternants.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 21 - NATURE DES RELATIONS ENTRE LES PARTIES

L'UNIVERSITE est une entité totalement indépendante du CFA, assurant seule la gestion de son activité et assumant seule les risques de sa propre exploitation.

L'UNIVERSITE s'engage à respecter toutes les règles relatives au droit du travail, les règles d'hygiène et de sécurité, vis-à-vis du personnel qu'elle emploie le cas échéant dans le cadre de l'exécution des présentes. A cet égard, il est expressément rappelé que les personnels de l'UNIVERSITE intervenant dans le cadre de la présente convention relèvent de sa seule autorité et qu'à ce titre, ils remplissent leurs missions conformément aux instructions qui leur sont données par l'UNIVERSITE.

ARTICLE 22 - CAS DE CESSION, SOUS-TRAITANCE

La présente convention est conclue en considération de la personne de l'UNIVERSITE. En conséquence, elle ne pourra être cédée à aucun tiers, personne physique ou morale, sans l'accord préalable du CFA, qui pourra le refuser librement et sans justification.

ARTICLE 23 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Le CFA et l'UNIVERSITE s'efforceront de résoudre à l'amiable les difficultés éventuelles rencontrées dans l'application de la Convention.

En cas de litige au titre de l'interprétation ou de l'exécution de la Convention, les Parties conviennent de porter le litige devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, seul compétent.

Fait à Paris, le

En trois (3) exemplaires originaux,

Pour l'organisme gestionnaire du CFA Bruno SBALCHIERO	Pour l'UNIVERSITE Jean-François BALAUDE
---	---

ANNEXE 1 – MAQUETTE PEDAGOGIQUE

<i>MASTER 2 BMM CC PRO PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE</i>	<i>Nbre d'heures dispensées par l'Université</i>	<i>Nbre d'heures dispensées par le CFPB</i>
Nombre d'heures Université		
Nombre d'heures CFPB		
UE disciplinaire : harmonisation des acquis	45	
Mathématiques financières (calcul actuariel)	15	
Evaluation des entreprises (bilan, résultats, tableaux de flux, cash flow)	15	
Principes de choix de portefeuille (principes de base, risque et diversification)	15	
UE transversale : PHASE 1 L'environnement du CC pro et l'entrée en relation	0	70
Le marché des professionnels-Le métier de CCPRO		21
Les caractéristiques juridiques, sociales et fiscales du professionnel		21
Les risques économiques, commerciaux et humains du professionnel		14
Les comportements commerciaux efficaces avec le professionnel.		14
UE disciplinaire : Banques et marchés	79	
Régulation macro prudentielle (risque systémique, surveillance des trends conjoncturels et structurels des marchés financiers)	20	
Droit bancaire (règles juridiques concernant les opérations de banque)	20	
Marchés financiers (structure et fonctionnement des principaux marchés financiers)	39	
UE disciplinaire : Phase 2 Besoins fondamentaux du professionnel	0	98
L'ouverture de compte, les produits attachés au compte, les services, l'assurance,		28
Analyse dynamique de l'entreprise		35
Les réponses aux besoins de financement		35
UE transversale : Phase 3 Pilotage d'un portefeuille de clients professionnels	0	63
Suivi du professionnel au quotidien		14
Maîtrise des conditions consenties au client et de la rentabilité E24 compte		14
Négociation commerciale avec les professionnels		21
Gestion et développement d'un portefeuille de clients		14
Communication en public.		0
UE disciplinaire : Banques et entreprises	80	0
Régulation micro prudentielle (Bâle II)	20	
Economie de la banque (la firme bancaire, l'intermédiation)	20	
Banque entreprise (structures, techniques et coûts financement)	20	
Droit des entreprises et de la défaillance (étude des procédures de défaillance d'entrepris	20	
UE disciplinaire : Phase 4 Les besoins patrimoniaux du professionnel	0	63
Gestion patrimoniale et retraite.		63
UE transversale : rapport de stage	5	0
Rapport de stage	5	
Examen final (épreuve écrite 4 h + oral)		7
	Nbre d'heures Université	Nbre d'heures dispensées par le CFPB
TOTAL HEURES PROGRAMME FFP	209	294
<i>Sous Total</i>		
Total	209	294
TOTAL (vérification)	503	
5 JOURS DE REVISION		35
TOTAL INCLUANT LES JOURNEES DE REVISION (35 heures)		329

ANNEXE 2 – ANNEXE FINANCIERE

Les prestations de formation assurées par l'UNIVERSITE en application des présentes sont facturées au CFA sur la base des tarifs suivants :

PRESTATION	Unité de calcul	Tarif unitaire	Montant total
Formations dispensées (209 heures)	Heure / groupe	160€/h	33 440€
Coûts inscription universitaire (20 apprenants)	Coût / apprenant	256€	5 120€
			38 560€

Pour le cycle 2015/2016, 1 groupe avec un effectif total de 20 apprenants.

ANNEXE 3 – CHARTE DES CONSEILS DE PERFECTIONNEMENT

Approuvée par la CFVU de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense le 12 octobre 2015

Paraphe des signataires

--	--